RAPPORT D'ACTIVITES

DE CBI MALI

AU 30 JUIN 2022

SOMMAIRE

Pages

RESUME DU RAPPORT 2

PARTIE I - CONJONCTURE ECONOMIQUE 3

I.1 Environnement Mondial 3

I.2 Environnement dans la zone UEMOA 4

I.3 Environnement National 5

PARTIE II - ENVIRONNEMENT BANCAIRE NATIONAL 7

II.1 Analyse de la Concurrence 7

II.1.1 Total Bilan 7

II.1.2 Ressources clientèle 8

II.1.3 Emplois clientèle 8

II.2 Faits Marquants 9

II.2.1 Faits marquants Externes à la filiale 9

II.2.2 Faits marquants internes à la filiale 9

PARTIE III - ANALYSE DES ACTIVITES 10

III.1 Fonds de commerce 10

III.1.1 Clients actifs 10

III.1.2 Stock de comptes 10

III.2 Opérations avec la Clientèle 11

III.2.1 Ressources Clientèle 11

III.2.2 Emplois Clientèle 12

III.2.3 Engagements de Hors-Bilan 13

III.3 Opérations de Trésorerie 13

III.3.1 Ressources de Trésorerie 13

III.3.2 Emplois de Trésorerie 14

PARTIE IV - ANALYSE DES RESULTATS 15

IV.1 Résultat Net 15

IV.2 Le total bilan 16

PARTIE V - RATIOS PRUDENTIELS 17

ANNEXES 18

RESUME DU RAPPORT

Au terme du premier semestre 2022, le Mali demeure confronté comme les autres pays à la situation de Covid-19. Aux crises sociales, sécuritaires, et politiques, se sont rajoutées des crises diplomatiques avec les pays de la CEDEAO et d'autres partenaires.

Au plan sanitaire, la pandémie de la Covid-19 a entrainé au 30 juin 2022, 31 165 [1]cas positifs et 737 personnes décédés depuis les premiers cas déclarés en mars 2020.

Au plan social, selon le Bureau de Coordination des affaires Humanitaires 370 548 [2]personnes déplacées internes ont été enregistrées à la date du 30 avril 2022 et 1,8 million de personnes seront en insécurité alimentaire aiguë entre juin et août 2022.

Sur le plan sécuritaire, les attaques et les enlèvements ont continué dans le Centre et le Nord, avec des incursions sporadiques dans certaines zones du Sud et le mandat de la MINUSMA a été prorogé d'une (1) année par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Au plan politique, le Président de la transition a signé un décret fixant la durée de la Transition à deux (02 ans) à compter du 26 mars 2022 et un autre pour la mise en place d'une commission pour la rédaction d'une nouvelle constitution. En outre, le Président de la Transition a promulgué la nouvelle loi électorale.

Le semestre a été surtout marqué par des crises diplomatiques entre le Mali et plusieurs de ses partenaires dont notamment la CEDEAO. En effet, à l'issue du double sommet des Chefs d'Etat de l'UEMOA et de la CEDEAO, tenu le 09 janvier 2022, des sanctions économiques financières et diplomatiques ont été infligées au Mali. Un dialogue constructif instauré avec la CEDEAO, a permis la levée des sanctions contre le Mali en début juillet 2022. Cette levée des sanctions fait suite aux avancées réalisées par les autorités maliennes sur les points de divergences, notamment un chronogramme de sortie de la transition.

C'est dans ce contexte difficile, qu'a évolué CBI Mali, qui malgré les crises précitées affiche des résultats appréciables, qui confirment sa capacité d'adaptation, sa résilience et la confiance des clients et des partenaires stratégiques.

Le nombre de clients actifs a connu une évolution de 1 944 nouvelles relations par rapport à 2021 pour atteindre 22 628 clients et le stock de comptes s'est accru de 2 135 unités pour s'établir à 24 738 comptes au 30 juin 2022.

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle ont affiché un recul de 5,9 milliards de FCFA au premier semestre 2022 pour s'établir à 163,6 milliards de FCFA.

En dépit de cette baisse des dépôts et des sanctions qu'a connu le pays, CBI Mali a continué ses financements pour soutenir le développement économique du Mali avec 46,1 milliards de FCFA de nouveaux crédits accordés sur le semestre pour un solde global de 181,7 milliards de FCFA.

Le résultat net au 30 juin 2022 ressort bénéficiaire à 2,4 milliards de FCFA, en recul de 300 millions de FCFA par rapport à celui obtenu à la même période de 2021.

Enfin, la taille du Bilan a augmenté de 24,7 milliards de FCFA pour s'établir à 348,8 milliards de FCFA.

[1] *Situation du Ministère Malien de la Santé au 30 juin 2022*

[2] *Bureau de Coordination des affaires Humanitaires, rapport du 13 juin unocha.org*

PARTIE I - CONJONCTURE ECONOMIQUE

I.1 Environnement Mondial

En venant s'ajouter aux dégâts causés par la pandémie de la Covid-19, la guerre entre la Russie et l'Ukraine a accentué le ralentissement de l'économie mondiale, qui entre dans ce qui pourrait devenir une période prolongée de croissance faible et d'inflation élevée, selon les dernières **Perspectives économiques mondiales** publiées par la Banque mondiale. Il en résulte un risque grandissant de stagflation, ce qui aurait des conséquences délétères tant pour les pays à faible revenu que pour ceux à revenu intermédiaire.

La croissance mondiale devrait chuter de 5,7% en 2021 à 2,9% en 2022, soit nettement moins que les 4,1% prévus en janvier dernier. Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, qui perturbe fortement l'activité, l'investissement et le commerce à court terme, par le tassement des effets de rattrapage de la demande et par la levée progressive des mesures de soutien budgétaire et d'accompagnement monétaire.

L'inflation mondiale devrait ralentir l'année prochaine, mais elle restera probablement supérieure aux objectifs dans de nombreux pays. Si l'inflation reste élevée, la répétition des solutions adoptées lors de la précédente stagflation pourrait se traduire par une forte récession mondiale, ainsi que par des crises financières dans certaines économies émergentes et en développement.

La guerre en Ukraine a provoqué une flambée des prix dans un large éventail de produits de base liés à l'énergie. La hausse des prix de l'énergie aura pour conséquences de réduire les revenus réels, augmenter les coûts de production, durcir les conditions financières et limiter les politiques macroéconomiques, en particulier dans les pays importateurs d'énergie.

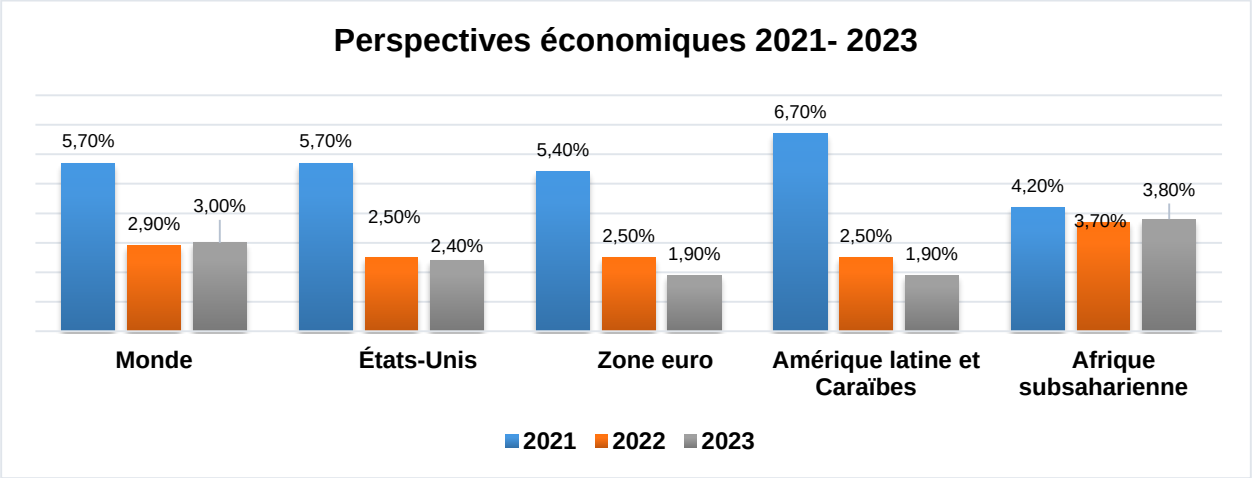
La croissance des économies avancées devrait fortement marquer le pas, passant de 5,1% en 2021 à 2,6% en 2022. Elle devrait continuer à se tasser pour s'établir à 2,2% en 2023, en grande partie du fait de la poursuite de la suppression des mesures de soutien budgétaire et monétaire prises pendant la pandémie.

Dans les économies des marchés émergents et en développement, la croissance devrait également chuter de 6,6% en 2021 à 3,4% en 2022, soit bien en dessous de la moyenne annuelle de 4,8% sur la période 2011-2019. Les conséquences négatives de la guerre éclipseront l'effet positif éventuel à court terme de la hausse des prix de l'énergie pour certains exportateurs de matières premières. Les prévisions de croissance pour 2022 ont été revues à la baisse dans près de 70% des économies émergentes et en développement, notamment dans la plupart des pays importateurs de produits de base et dans 80% des pays à faible revenu.

La croissance en Afrique subsaharienne devrait ralentir, passant de 4,2% en 2021 à 3,7% en 2022, avec un niveau estimé pour 2023 à 3,8%. Le ralentissement en 2022 reflète plusieurs perturbations de court terme : le ralentissement de l'économie mondiale, la persistance des effets de la pandémie de coronavirus, le niveau élevé de l'inflation, la hausse des risques financiers liés à des niveaux de dette publique insoutenables, la persistance des perturbations dans l'approvisionnement, et la guerre en Ukraine.

Pour éviter les pires répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale, une action politique résolue au niveau international et national sera nécessaire. Cela supposera des interventions à l'échelon mondial pour limiter le préjudice subi par les personnes touchées par la

guerre, pour amortir le choc de la flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires, afin d'accélérer l'allègement de la dette et la vaccination dans les pays à faible revenu. Il faudra également apporter, sur le plan national, des réponses vigoureuses en faveur de l'offre, tout en assurant le bon fonctionnement des marchés mondiaux des produits de base.



Source : Perspectives économiques mondiales- Juin 2022- Banque Mondiale

I.2 Environnement dans la zone UEMOA

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 5,4% et 5,2% aux deuxième et troisième trimestres 2022, respectivement, après une hausse de 5,6% le trimestre précédent.

Les performances économiques seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce, ainsi que de la demande extérieure des produits de base.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 6,9% à fin juin et juillet 2022. La hausse des prix serait en lien avec le renchérissement des produits pétroliers et alimentaires. Les mesures prises par les États pourraient imprimer une décélération des pressions inflationnistes.

❖ **Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA (%)**

	Réalisations				Estimation	Prévisions	
	1T2021	2T2021	3T2021	4T2021	1T2022	2T2022	3T2022
Secteur primaire	**0,2**	**1,3**	**0,4**	**0,3**	**0,3**	**1,0**	**0,4**
Agriculture vivrière	0,1	0,7	0,3	-0,2	0,1	0,5	0,3
Agriculture de rente (ou exportation)	0,3	3,5	0,3	0,9	0,4	2,6	0,3
Sylviculture							
Pêche	0,2	1,0	1,7	3,5	0,3	0,7	1,5
Secteur secondaire	**6,4**	**10,0**	**8,0**	**6,5**	**9,4**	**7,4**	**7,2**
Activités extractives	10,2	13,1	9,2	6,9	15,0	9,7	8,2
Industries manufacturières	3,9	8,0	5,7	4,0	5,7	5,9	5,1
Production et dist. Électricité, gaz et eau	2,2	1,0	-0,1	-1,7	3,2	0,7	-0,1
BTP	9,7	14,3	13,9	13,5	14,3	10,6	12,5
Secteur tertiaire	**4,3**	**9,2**	**7,2**	**7,4**	**6,3**	**6,8**	**6,5**
Commerce	3,9	12,5	8,5	9,6	5,7	9,2	7,6
Transports, postes et communications	7,5	13,8	11,8	10,5	11,1	10,2	10,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	3,5	7,3	5,3	5,7	5,2	5,4	4,8
Services non marchands	3,1	3,7	3,9	4,4	4,6	2,7	3,5
Impôts et taxes	3,6	5,4	6,8	7,7	5,3	4,0	6,1
Produit Intérieur Brut	**3,8**	**7,3**	**5,8**	**5,7**	**5,6**	**5,4**	**5,2**

Source : Note mensuelle de conjoncture économique Pays UEMOA juin 2022

❖ **Perspectives d'inflation**

Les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, à 6,9% en juin et juillet 2022. Cette remontée des tensions inflationnistes s'expliquerait par la persistance du renchérissement des produits pétroliers et alimentaires induit par l'envolée des cours mondiaux, aggravée par la crise russo-ukrainienne. Il convient à cet égard de noter que les prix des carburants ont déjà été revus à la hausse en juin 2022, notamment le litre du super au Sénégal (+15%) et en Côte d'Ivoire (+5,8%). Au Mali, cette hausse est de 6,5% et 6,4% respectivement pour le super et le gasoil en juin 2022. Les tensions inflationnistes devraient toutefois être atténuées par les mesures d'urgence prises par les Etats pour lutter contre le phénomène de la vie chère, ainsi que les interventions attendues au titre des Plans Nationaux de Réponse convenus entre les Etats et leurs partenaires.

I.3 Environnement National

Au plan politique, le premier semestre a été marqué par l'instauration de sanctions économiques, financières et diplomatiques contre le Mali le 09 janvier 2022 à l'issue du double sommet des chefs d'état de l'UEMOA et de la CEDEAO. Un dialogue constructif instauré avec la CEDEAO, a permis la levée des sanctions contre le Mali en début juillet 2022. Cette levée des sanctions fait suite aux avancées réalisées par les autorités maliennes sur les points de divergences, notamment un chronogramme de sortie de la transition.

Les sanctions économiques et financières cumulées à la crise sécuritaire et politique ont mis à mal l'économie. Le Mali a accumulé des arriérés de paiement de dettes, évalués à FCFA 236,1 milliards sur les bons et obligations émis par le Trésor et d'autres impayés sur la Banque Mondiale, le FMI et la dette intérieure.

Par rapport au quatrième trimestre 2021, [3]les exportations et les importations affichent au 31 mars 2022 des reculs respectifs de -57,3 milliards de FCFA (-10,9%) et -257,5 milliards de FCFA (-28,9%).

En outre, la situation d'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2022, sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement, fait ressortir un déficit du budget général qui s'élève à 73,087 milliards de FCFA. Les dépenses se chiffrent à 396,460 milliards de FCFA contre 431,114 milliards de FCFA au 31 mars 2021 ; et les recettes, quant à elles s'élèvent à 323,373 milliards de FCFA, contre 377,672 milliards de FCFA en mars 2021.

Pour la fin de l'exercice 2022, les recettes attendues s'élèvent à 2 130,721 milliards de FCFA et les dépenses, à 2 748,285 milliards de FCFA.

De 1,7% en 2021, l'inflation globale devrait s'établir à 6,0% en fin 2022 essentiellement due aux prix mondiaux de l'énergie. Le déficit courant de la balance de paiement se creusera sous l'effet de l'augmentation de la demande intérieure et de la détérioration progressive des termes de l'échange, qui demeureront néanmoins supérieurs aux niveaux historiques.

Les perspectives macroéconomiques annoncent une croissance de l'activité économique qui passerait de 3,1% en 2021 à 2,0% [4]en 2022, contre une estimation initiale de 3,3% résultant des conséquences des sanctions et de la situation sécuritaire toujours fragile.

[3] *Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA, Mars 2022*

[4] *Perspectives économiques régionales, FMI Avril 2022*

PARTIE II - ENVIRONNEMENT BANCAIRE NATIONAL

II.1 Analyse de la Concurrence

II.1.1 Total Bilan

Rang	BANQUES	Total Bilan au 30/06/2022 en milliards de FCFA									Taux de captation Juin 22/ Déc 21
		déc-21	Rang Déc. 21	juin-22	Rang Juin 22	Evolution Juin 22/ Déc 21		Part de marché			
						Montant	%tage	déc-21	juin-22	Evolution Juin 22/ Déc 21	
1	BMS	1 164	2	1 171	1	6	0,5%	18,8%	18,3%	-0,5 pts	3,0%
2	BDM	1 187	1	1 100	2	-87	-7,3%	19,2%	17,2%	-2,0 pts	-41,2%
3	BNDA	655	3	714	3	60	9,1%	10,6%	11,2%	0,6 pts	28,4%
4	ECOBANK	540	5	615	4	75	14,0%	8,7%	9,6%	0,9 pts	35,8%
5	BOA	581	4	585	5	3	0,5%	9,4%	9,1%	-0,3 pts	1,5%
6	BIM	391	6	379	6	-13	-3,3%	6,3%	5,9%	-0,4 pts	-6,1%
7	CORIS BANK	324	7	349	7	25	7,6%	5,2%	5,4%	0,2 pts	11,8%
8	BAM	297	8	307	8	10	3,4%	4,8%	4,8%	0,0 pts	4,8%
9	BCI	278	9	302	9	25	8,9%	4,5%	4,7%	0,2 pts	11,8%
10	BCS	171	12	230	10	59	34,6%	2,8%	3,6%	0,8 pts	28,1%
11	BSIC	208	10	222	11	15	7,0%	3,4%	3,5%	0,1 pts	6,9%
12	BICIM	202	11	189	12	-14	-6,8%	3,3%	2,9%	-0,3 pts	-6,5%
13	ORABANK	115	13	143	13	28	24,3%	1,9%	2,2%	0,4 pts	13,3%
14	UBA	80	14	97	14	18	22,4%	1,3%	1,5%	0,2 pts	8,5%
	TOTAL	6 192		6 402		210	3,4%	100,0%	100,0%		

Comparé à décembre 2021, le total bilan de la place bancaire du Mali a connu une hausse de 121 milliards de FCFA pour se chiffrer à 6 402 milliards de FCFA en fin juin 2022 contre 6 281 en décembre 2021.

II.1.2 Ressources clientèle

Rang	BANQUES	Ressources au 30/06/2022 en milliards de FCFA									Taux de captation Juin 22/ Déc 21
		déc-21	Rang Déc. 21	juin-22	Rang Juin 22	Evolution Juin 22/ Déc 21		Part de marché			
						Montant	%tage	déc-21	juin-22	Evolution Juin 22/ Déc 21	
1	BDM	814	1	779	1	-35	-4,3%	18,6%	17,6%	-1,0 pts	-59,5%
2	BMS	754	2	769	2	15	2,0%	17,3%	17,4%	0,1 pts	25,9%
3	ECOBANK	459	5	500	3	41	9,0%	10,5%	11,3%	0,8 pts	69,6%
4	BNDA	466	3	497	4	31	6,7%	10,7%	11,2%	0,6 pts	52,5%
5	BOA	462	4	455	5	-7	-1,5%	10,6%	10,3%	-0,3 pts	-11,4%
6	BIM	331	6	322	6	-10	-2,9%	7,6%	7,3%	-0,3 pts	-16,1%
7	BAM	202	7	220	7	18	8,7%	4,6%	5,0%	0,3 pts	29,6%
8	BCI	180	8	195	8	15	8,6%	4,1%	4,4%	0,3 pts	25,8%
9	CORIS BANK	169	9	164	9	-6	-3,5%	3,9%	3,7%	-0,2 pts	-10,0%
10	BSIC	123	10	121	10	-2	-1,4%	2,8%	2,7%	-0,1 pts	-3,0%
11	BCS	130	13	115	11	-15	-11,3%	3,0%	2,6%	-0,4 pts	-24,7%
12	BICIM	112	11	114	12	2	2,0%	2,6%	2,6%	0,0 pts	3,8%
13	ORABANK	112	12	114	13	2	1,6%	2,6%	2,6%	0,0 pts	2,9%
14	UBA	56	14	65	14	9	15,4%	1,3%	1,5%	0,2 pts	14,5%
	TOTAL	4 369		4 428		60	1,4%	100,0%	100,0%		

Au 30 juin 2022, les dépôts du secteur bancaire malien cumulent à 4 428 milliards de FCFA en hausse de 60 milliards de FCFA par rapport à fin 2021.

II.1.3 Emplois clientèle

Rang	BANQUES	Emplois au 30/06/2022 en milliards de FCFA									Taux de captation Juin 22/ Déc 21
		déc-21	Rang Déc. 21	juin-22	Rang Juin 22	Evolution Juin 22/ Déc 21		Part de marché			
						Montant	%tage	déc-21	juin-22	Evolution Juin 22/ Déc 21	
1	BMS	700	1	805	1	104,1	14,9%	22,0%	23,3%	1,3 pts	38,2%
2	BDM	505	2	501	2	-4,1	-0,8%	15,8%	14,5%	-1,4 pts	-1,5%
3	BNDA	415	3	474	3	58,9	14,2%	13,0%	13,7%	0,7 pts	21,6%
4	BOA	262	4	274	4	11,9	4,5%	8,2%	7,9%	-0,3 pts	4,4%
5	ECOBANK	176	5	200	5	24,1	13,7%	5,5%	5,8%	0,3 pts	8,8%
6	BCI	166	8	183	6	16,5	9,9%	5,2%	5,3%	0,1 pts	6,1%
7	CORIS BANK	136	10	182	7	46,1	34,0%	4,3%	5,3%	1,0 pts	16,9%
8	BCS	173	7	170	8	-3,1	-1,8%	5,4%	4,9%	-0,5 pts	-1,1%
9	BAM	175	6	163	9	-12,3	-7,1%	5,5%	4,7%	-0,8 pts	-4,5%
10	BIM	163	9	135	10	-27,6	-16,9%	5,1%	3,9%	-1,2 pts	-10,1%
11	BSIC	115	11	129	11	13,1	11,3%	3,6%	3,7%	0,1 pts	4,8%
12	BICIM	96	12	109	12	12,5	13,1%	3,0%	3,1%	0,1 pts	4,6%
13	ORABANK	77	13	90	13	13,4	17,5%	2,4%	2,6%	0,2 pts	4,9%
14	UBA	27	14	46	14	19,2	70,6%	0,9%	1,3%	0,5 pts	7,0%
	TOTAL	3 187		3 459		272,6	8,6%	100,0%	100,0%		

Au terme du premier semestre 2022, les crédits directs à la clientèle de la place bancaire malienne s'établissent à 3 459 milliards de FCFA, après une hausse de 272,6 milliards de FCFA par rapport à fin 2021.

II.2 Faits Marquants

II.2.1 Faits marquants Externes à la filiale

Période	Faits Marquants
janv-22	Sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO
	Expulsion de l'ambassadeur de France au Mali
mars-22	Maintien de sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA suite au sommet du 25 mars 2022
avr-22	Arrêt des opérations de la BAD, de la Banque Mondiale et de l'AFD
juin-22	Maintien de sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA suite au sommet du 04 juin 2022
	Promulgation de la nouvelle Loi Electorale
	Mise en place d'une commission pour la rédaction d'une nouvelle constitution
	Prolongation d'un an du mandat de la MINUSMA.
	Signature du Décret de prorogation de la Transition de deux ans
	Lancement des activités d'une société d'assurance Islamique TAKAFUL Mali
	Lancement Site web COBA.

II.2.2 Faits marquants internes à la filiale

Période	Faits Marquants
janv-22	Participation de CBI BARAKA à la journée de la Finance Islamique de l'université ESG & soutenance de thèse sur la Finance Islamique présidé par le DG
févr-22	Election du Directeur Général de CBI Mali à la Présidence de l'APBEF
	Remises de lots aux gagnants de jeux quiz dans nos locaux (CAN et ST VALENTIN)
	Participation à la foire des étudiants à HETEC
	Participation au salon des RH à SAMAYA
mars-22	Lancement du prêt ramadan
avr-22	Participation à la journée de l'entreprenariat
	Participation du DG à la réunion Budgétaire du Conseil de la FAPBEF-UEMOA à Abidjan
	Accompagnement des motards du Mali pour sensibiliser sur le port du casque
mai-22	Tenue des tests sur Coris Money avec l'équipe Coris Holding
juin-22	Lancement du prêt Tabaski
	Match amical contre l'équipe nationale des aigles du Mali
	Réunion des DG de l'APBEF Mali à CBI Mali

PARTIE III - ANALYSE DES ACTIVITES

III.1 Fonds de commerce

III.1.1 Clients actifs

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Nombre clients entreprises	1 830	2 008	2 155	147	7,3%
Nombre clients particuliers	16 643	18 676	20 473	1 797	9,6%
Nombre de clients	**18 473**	**20 684**	**22 628**	**1 944**	**9,4%**

Le nombre de clients actifs a connu une évolution de 1 944 nouvelles relations par rapport à 2021 pour un total s'élevant à 22 628 clients.

III.1.2 Stock de comptes

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Stock de compte à vue	**6 741**	**7 456**	**8 349**	**893**	**12,0%**
Comptes courants	1 799	1 891	1 990	99	5,2%
WADIA	1 079	1 302	1 500	198	15,2%
Comptes chèques	3 863	4 263	4 859	596	14,0%
Stock de compte d'épargne	**13 454**	**15 147**	**16 389**	**1 242**	**8,2%**
Stock de comptes	**20 195**	**22 603**	**24 738**	**2 135**	**9,4%**

Au cours des six premiers mois de l'année 2022, le stock de comptes a connu une variation à la hausse de 2 135 unités, portée par les ouvertures nettes de la période. Il ressort à 24 738 comptes contre 20 195 comptes en fin 2021.

III.2 Opérations avec la Clientèle

III.2.1 Ressources Clientèle

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Dépôts à vue	57 851	79 027	75 496	-3 531	-4,5%
Dépôts à terme	57 562	77 388	73 423	-3 965	-5,1%
Epargne	7 563	8 763	9 421	658	7,5%
Dépôts de garantie	12 806	2 942	3 854	912	31,0%
Autres sommes dues	5 140	1 367	1 370	3	0,2%
Total dépôts	**140 922**	**169 487**	**163 563**	**-5 923**	**-3,5%**

Les ressources clientèles ont affiché une baisse globale de 5,9 milliards de FCFA au cours du premier semestre 2022 pour s'établir à 163,6 milliards de FCFA.

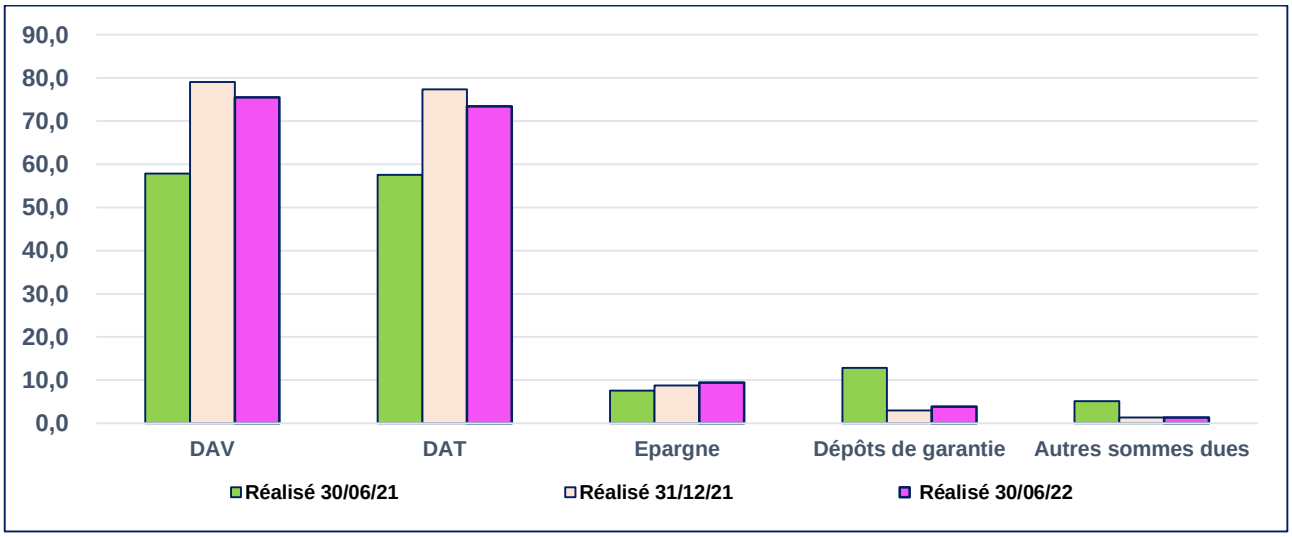


Figure 1 : Evolution des ressources Clientèle

III.2.2 Emplois Clientèle

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Crédits à court terme	**56 763**	**60 297**	**108 998**	**48 701**	**80,8%**
Crédits de campagne	250	0	1 338	1 338	-
Escompte	8 354	10 715	36 789	26 073	243,3%
Découverts	9 559	4 780	11 860	7 080	148,1%
Autres crédits à court terme	38 601	44 802	59 012	14 210	31,7%
Crédits à moyen terme	**55 365**	**49 403**	**47 758**	**-1 645**	**-3,3%**
Crédits à long terme	**22 773**	**23 350**	**23 768**	**418**	**1,8%**
Créances en souffrance brutes	**2 157**	**5 201**	**3 793**	**-1 408**	**-27,1%**
Créances restructurées	20	2 525	1 112	-1 413	-56,0%
Créances douteuses et litigieuses	2 137	2 676	2 681	5	0,2%
Total crédits bruts	**137 059**	**138 251**	**184 317**	**46 066**	**33,3%**
Dépréciations sur CDL	2 157	2 391	2 387	-4	-0,2%
Dépréciations sur Créances restructurées	0	206	206	0	0,0%
Total crédits nets de provisions	**134 901**	**135 654**	**181 724**	**46 070**	**34,0%**

Les crédits nets accordés à la clientèle s'établissent à 181,7 milliards de FCFA contre 135,7 milliards de FCFA six mois plus tôt. Les emplois ressortent en croissance semestrielle de 46,1 milliards de FCFA, soit +34,0.

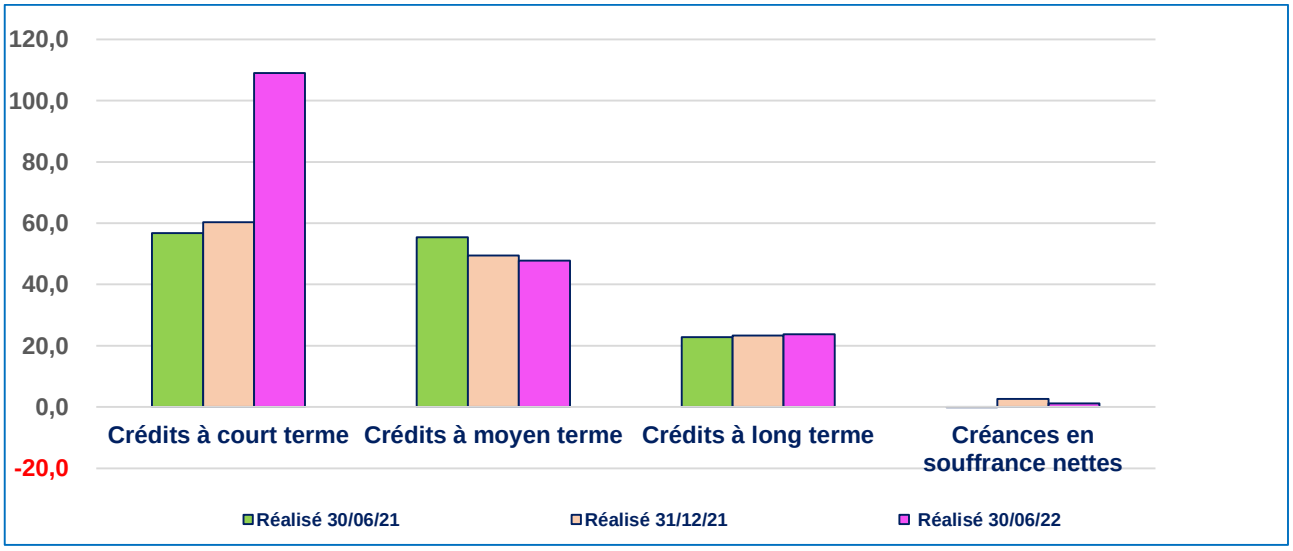


Figure 2 : Evolution des Emplois Clientèle

III.2.3 Engagements de Hors-Bilan

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Crédits documentaires	8 512	14 201	1 051	-13 151	-92,6%
Cautions	29 442	38 099	27 832	-10 267	-26,9%
Avals de traites	6 181	1 435	31 031	29 596	2063,0%
Engagements HB douteux	987	287	199	-88	-30,7%
Total engagements hors-bilan	**45 122**	**54 022**	**60 112**	**6 090**	**11,3%**

L'encours des engagements de hors bilan est en croissance de 6,1 milliards de FCFA (+11,3%), en passant de 54,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 60,1 milliards de FCFA en juin 2022.

III.3 Opérations de Trésorerie

III.3.1 Ressources de Trésorerie

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Banques comptes courants	776	966	28 629	27 663	2864,5%
Dépôts à terme	794	801	809	7	0,9%
Emprunts adjudication	89 838	88 034	93 659	5 625	6,4%
Emprunts à terme	44 095	34 619	16 274	-18 345	-53,0%
Autres sommes dues	11	11	11	0	0,0%
Total ressources de trésorerie	**135 514**	**124 430**	**139 381**	**14 951**	**12,0%**

Les ressources de trésorerie s'établissent à 139,4 milliards de FCFA au 30 juin 2022 contre 124,4 milliards de FCFA en fin décembre 2021.

III.3.2 Emplois de Trésorerie

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
Valeurs en caisse	2 162	1 898	1 753	-145	-7,6%
BCEAO	20 666	40 216	5 298	-34 918	-86,8%
CCP	0	0	0	0	-
Banques comptes courants	3 349	2 637	5 518	2 881	109,3%
Déposits & dépôts à terme	43	37	48	11	29,4%
Prêts interbancaires	0	2 000	1 000	-1 000	-50,0%
Valeurs en pension	0	0	0		
Titres de placement	127 776	126 847	125 708	-1 139	-0,9%
Total emplois de trésorerie	**153 996**	**173 634**	**139 325**	**-34 310**	**-19,8%**

Les emplois de trésorerie ont affiché une baisse de 34,3 milliards de FCFA pour s'établir à 139,3 milliards de FCFA en juin 2022 contre 173,6 milliards de FCFA en fin 2021.

PARTIE IV - ANALYSE DES RESULTATS

IV.1 Résultat Net

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation annuelle juin 22 Vs Juin 21	
				Brute	%
Produit net Bancaire	**6 891**	**14 964**	**7 110**	**219**	**3,2%**
Frais Généraux	3 654	8 148	4 109	455	12,4%
Résultat Brut d'Exploitation	**3 237**	**6 816**	**3 001**	**-236**	**-7,3%**
Coût Net du Risque	47	428	360	314	672,3%
Résultat d'Exploitation	**3 190**	**6 388**	**2 641**	**-549**	**-17,2%**
Gains ou pertes nets sur actifs immobilises	0	-1	0	0	-
Résultat avant Impôts	**3 190**	**6 387**	**2 641**	**-549**	**-17,2%**
Impôts sur les Sociétés	481	289	231	-249	-51,9%
Résultat Net	**2 710**	**6 098**	**2 409**	**-300**	**-11,1%**
Taux de marge nette	**39,3%**	**40,8%**	**33,9%**		**-5,4 Pts**
Coefficient de rentabilité (ROE)	**27,0%**	**26,0%**	**20,8%**		**-6,2 Pts**
Le taux de rentabilité des actifs (ROA)	**1,8%**	**1,9%**	**1,4%**		**-0,4 Pts**

Le résultat d'exploitation est porté à 2,6 milliards de FCFA au 30 juin 2022 contre 3,2 milliards de FCFA il y a un an, après une baisse de 549 millions de FCFA liée à l'évolution du CNR et à la baisse du résultat brut d'exploitation sur la période.

Le résultat avant impôt s'affiche à 2,6 milliards de FCFA contre 3,2 milliards de FCFA en fin juin 2021.

Après la prise en compte de l'impôt sur les sociétés, chiffré à 231 millions de FCFA, le résultat net au 30 juin 2022 ressort bénéficiaire à 2,4 milliards de FCFA, en recul de 300 millions de FCFA par rapport à celui réalisé à la même période de 2021.

Le taux de marge nette, qui mesure la profitabilité en rapportant le résultat net au produit net bancaire, a décru de 5,4 pdp d'une année à l'autre, pour se fixer à 33,9% au 30 juin 2022 contre 39,3% un an plus tôt.

Le coefficient de rentabilité (ROE), qui est un indicateur du rendement des capitaux propres par rapport au résultat net, s'est déprécié de 6,2 pdp en ressortant à 20,8% en fin juin 2022 contre 27,0% en juin 2021.

Le taux de rentabilité des actifs (ROA) qui détermine le rapport entre le résultat net et le total des actifs, a régressé de 0,4 pdp pour descendre 1,4% au terme du premier semestre 2022 contre 1,8% une année plus tôt.

IV.2 Le total bilan

En millions de FCFA

Rubriques	Réalisé 30/06/21	Réalisé 31/12/21	Réalisé 30/06/22	Variation Semestrielle juin 22 vs Déc.21	
				Brute	%
TOTAL BILAN	304 112	324 083	348 811	24 729	7,6%

Le total Bilan se chiffre à 348,8 milliards de FCFA au terme du premier semestre 2022 contre 324,1 milliards de FCFA en décembre 2021. Il ressort en progression semestrielle de 24,7 milliards de FCFA.

PARTIE V - RATIOS PRUDENTIELS

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Niveau observé 30/06/2021	Niveau observé 31/12/2021	Niveau observé 30/06/2022	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité					
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>= 7,500%	21,434%	14,972%	11,345%	CONFORME
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	>= 8,500%	21,434%	14,972%	11,345%	CONFORME
Ratio de solvabilité total (%)	>= 11,250%	21,434%	14,972%	11,345%	CONFORME
B. Norme de division des risques					
Norme de division des risques	<= 35%	38,751%	34,980%	118,898%	NON CONFORME
C. Ratio de levier					
Ratio de levier	>= 3%	5,348%	4,921%	5,048%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles					
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<= 25%	0,157%	0,157%	0,157%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	<= 15%	0,098%	0,096%	0,081%	CONFORME
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<= 60%	0,098%	0,096%	0,081%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	<= 15%	7,235%	7,235%	6,104%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	<= 100%	32,209%	32,974%	26,997%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<= 20%	6,036%	12,309%	7,846%	CONFORME
Fonds propres effectifs (en millions de FCFA)		18 619	18 595	20 627	
Total Actifs Pondérés des Risques (en millions de FCFA)		86 865	124 201	181 817	

A l'exception du ratio de division des risques qui est non conforme, les autres ratios prudentiels édictés par la Banque Centrale est respecté par CBI Mali au 30 juin 2022.

ANNEXES

Annexe 1 : Le Bilan ACTIF

BILAN

destiné à la publication

Etat : Etablissement :

2	0	2	2	0	6		3	0		C	F	B	0	0	1	A
Date d'arrêté										CIB					LC	

(en millions de FCFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS		
		30/06/2021	31/12/2021	30/06/2022
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	22 828	42 114	7 081
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ET ASSIMILEES	0	0	0
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3 392	4 674	6 566
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	134 901	135 654	181 724
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	127 472	126 495	125 355
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	304	352	353
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0
8	AUTRES ACTIFS	9 103	8 662	20 092
9	COMPTES DE REGULARISATION	947	825	2 526
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	15	15	15
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0	0
12	PRETS SUBORDONNES	0	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	127	134	95
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 023	5 159	5 004
	TOTAL DE L'ACTIF	304 112	324 083	348 811

Annexe 2 : Le Bilan PASSIF

BILAN

destiné à la publication

Etat : Etablissement :

2 0 2 2 0 6 (Date d'arrêté) | 3 0 | C F B 0 0 1 (CIB) | A (LC)

(en millions de FCFA)

Poste	PASSIF	MONTANTS NETS		
		30/06/2021	31/12/2021	30/06/2022
1	BANQUES CENTRALES, CCP	0	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	135 514	124 430	139 381
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	140 922	169 487	163 563
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0	0
5	AUTRES PASSIFS	3 483	3 269	17 727
6	COMPTES DE REGULARISATION	2 874	2 234	3 602
7	PROVISIONS	1 239	1 193	1 405
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILES	20 081	23 469	23 132
10	CAPITAL SOUSCRIT	11 000	11 000	11 000
11	CAPITAL ET PRIMES LIEES	0	0	0
12	RESERVES	1 936	1 936	2 850
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	4 436	4 436	6 872
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 710	6 098	2 409
	TOTAL DU PASSIF	304 112	324 083	348 811

Annexe 3 : Le Hors Bilan

HORS BILAN
destiné à la publication

Etat : Etablissement :

2 0 2 2 0 6 (Date d'arrêté) | 3 0 (CIB) | C F B 0 0 1 A (LC)

(en millions de FCFA)

Poste	HORS BILAN	MONTANTS NETS		
		30/06/2021	31/12/2021	30/06/2022
	ENGAGEMENTS DONNES			
1	**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**	**8 512**	**14 201**	**1 051**
2	**ENGAGEMENTS DE GARANTIE**	**36 610**	**39 820**	**59 061**
3	**ENGAGEMENTS SUR TITRES**	**0**	**0**	**0**
	ENGAGEMENTS RECUS			
7	**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**	**0**	**0**	**0**
8	**ENGAGEMENTS DE GARANTIE**	**96 380**	**81 213**	**50 588**
9	**ENGAGEMENTS SUR TITRES**	**0**	**0**	**0**

Annexe 4 : Le résultat net

COMPTE DE RESULTAT

destiné à la publication

Etat : Etablissement :

2 0 2 2 0 6 (Date d'arrêté) 3 0 C F B 0 0 1 A (CIB LC)

(en millions de FCFA)

Poste	CHARGES	MONTANTS NETS		
		30/06/2021	31/12/2021	30/06/2022
1	**INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES**	**7 934**	**16 743**	**8 960**
	- Intérêts et produits sur les opérations de trésorerie et interbancaires	3 829	7 620	3 725
	- Intérêts et produits sur les opérations avec la clientèle	4 105	9 099	5 220
	- Intérêts et produits sur les opérations diverses	0	24	15
2	**INTERETS ET CHARGES ASSIMILES**	**2 871**	**6 250**	**3 781**
	- Intérêts et charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires	1 538	2 847	1 672
	- Intérêts et charges sur les opérations avec la clientèle	1 333	3 403	2 110
	- Intérêts et charges sur les opérations diverses	0	0	0
3	**REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE**	0	0	0
4	**COMMISSIONS (PRODUITS)**	1 798	3 867	2 170
5	**COMMISSIONS (CHARGES)**	219	465	253
6	**GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**	0	0	0
7	**GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**	**0**	**0**	**0**
8	**AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE**	**250**	**1 069**	**14**
9	**AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**	**0**	**0**	**0**
10	**PRODUIT NET BANCAIRE**	**6 891**	**14 964**	**7 110**
11	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	0	0	0
12	**CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**	**3 411**	**7 639**	**3 836**
13	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**	**243**	**509**	**273**
14	**RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION**	**3 237**	**6 816**	**3 001**
15	**COUT DU RISQUE**	**47**	**428**	**360**
16	**RESULTAT D'EXPLOITATION**	**3 190**	**6 388**	**2 641**
17	**GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES**	**0**	**-1**	**0**
18	**RESULTAT AVANT IMPOT**	**3 190**	**6 387**	**2 641**
19	**IMPÔT SUR LES BENEFICES**	**481**	**289**	**231**
20	**RESULTAT NET**	**2 710**	**6 098**	**2 409**